

dratation pour les enfants réfugiés frappés de dysenterie, état qui est, bien entendu, attribuable aux conditions abominables qui règnent dans les camps. Les victimes deviennent tellement déshydratées que leur corps ne peut plus absorber de liquides de la façon normale et l'on doit leur en injecter par le nez, goutte à goutte. J'ai pensé à cela aujourd'hui quand j'ai appris que Khan Yunis avait été capturé par les Israéliens.

Nous devons donc œuvrer tout d'abord en vue d'une solution juste et généreuse au problème des réfugiés arabes, sans équilibrer les comptes et répartir les torts. Les réfugiés sont là—hommes, femmes et enfants. Si un député pense que la misère dans laquelle ils croupissent n'est pas une honte pour le monde, qu'il se rende dans l'enclave de Gaza si, un jour, cet endroit redevient accessible.

Enfin, nous devons prendre l'initiative d'un vaste programme de développement économique pour le Moyen-Orient, afin que nous puissions une fois pour toutes, laver notre conscience des torts que nous avons causés, dans le passé, à ces deux peuples qui, aujourd'hui, s'égorgeant si tragiquement et si désespérément pour régler les problèmes que nous leur avons créés.

Nous sommes saisis d'un amendement de l'opposition officielle qui critique l'augmentation rapide des dépenses gouvernementales. Je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Que l'amendement soit modifié par le retranchement de tous les mots entre le mot «impôts» et les mots «l'augmentation rapide» et leur remplacement par ce qui suit:

«... notamment, en omettant de réviser la structure de l'impôt sur le revenu de façon qu'un couple marié ayant un revenu annuel de \$4,000 ou moins soit exempt d'impôt, en omettant de supprimer la taxe de vente sur les matériaux et accessoires servant à la construction domiciliaire et en omettant de prendre des mesures à l'égard de...»

**M. Knowles:** C'est bien le texte.

**M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Oui, je vois maintenant que c'est le bon texte. Auparavant, il ne me semblait pas avoir de sens, mais j'en suis satisfait maintenant. L'amendement du parti conservateur n'a pu nous inspirer un texte plus sensé.

**M. Knowles:** Il l'est quand même beaucoup plus que l'amendement.

**M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Beaucoup plus, peut-être.

• (4.20 p.m.)

[Français]

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, le budget de l'année du centenaire présenté par l'honorable ministre des Fi-

nances (M. Sharp) n'a pas eu l'heur de plaire à tellement de Canadiens.

Ce fut, comme d'habitude, un budget de déception, un budget dont on attendait tellement de la part du gouvernement et qui, en somme, ne présente rien de bien concret.

Le soir de la lecture de l'exposé budgétaire, nous avons entendu, à la télévision, les commentaires des représentants des divers partis de la Chambre, et tous étaient unanimes à dire qu'ils étaient déçus, à l'exception, bien entendu, du ministre d'État (M. Chrétien) qui, lui, nous a vanté les bienfaits que le budget apportait au peuple canadien, lorsque le ministre a annoncé l'abolition de la taxe de 12 p. 100 sur les pilules,—je ne sais pas si ce sont les pilules anticonceptionnelles—12 p. 100 de taxe sur les pilules, sur les remèdes vendus au Canada.

La seule taxe à laquelle le gouvernement a osé toucher est celle qui atteint le moins de citoyens canadiens.

Lorsqu'il s'agit de matériaux de construction, là où cela aurait de l'importance, le gouvernement est impuissant. Lorsqu'il s'agit d'obtenir des sommes supplémentaires pour faire face, par exemple, aux demandes des agriculteurs, le gouvernement est impuissant. S'il s'agit d'augmenter les allocations familiales au Canada, le gouvernement n'est pas capable, parce qu'il a un déficit accumulé; au fait, il aura, à la fin de la présente année financière, un déficit accumulé de l'ordre de 740 millions.

De là l'importance pour le ministre de ne pas diminuer les taxes, de ne pas augmenter les services, de maintenir le *statu quo* à l'exception de la suppression de la taxe de 12 p. 100 sur des produits pharmaceutiques.

Monsieur l'Orateur, le budget ne diminue pas non plus le service de la dette qui sera cette année de 1 milliard 234 millions. Nous avons les moyens de payer ces intérêts sur la dette nationale: 1 milliard 234 millions. Le budget de la Défense nationale absorbera 1 milliard 800 millions. Nous avons les moyens de payer cela pour la Défense nationale, mais, pour augmenter les pensions, les allocations familiales, et pour aider les pauvres du Canada, pas moyen, nous n'avons pas d'argent.

Et, monsieur l'Orateur, remarquez une chose. Il y a actuellement un danger grave que la guerre entre Israël et les Arabes dégénère en un conflit mondial. Si les deux belligérants en cause n'attachent aucune importance à une résolution que le Conseil de sécurité des Nations Unies adopterait en vue d'un cessez-le-feu, cela veut dire que, éventuellement, le Canada sera entraîné dans une troisième guerre mondiale. Et là, le ministre et le gouvernement trouveront les fonds nécessaires pour participer à la guerre.